

CLUSTER BIO

L'agriculture biologique s'en remet aux projections

La neuvième convention d'affaires Bio N'days, organisée par le Cluster bio Auvergne-Rhône-Alpes, a rassemblé dernièrement 150 personnes à Alixan dans la Drôme.

Lors de la neuvième convention d'affaires pour les produits biologiques, organisée par le Cluster bio Aura, les intervenants ont déroulé de nombreux scénarios pour l'avenir de la filière. Malgré son rebond conjoncturel observé début 2026, l'agriculture biologique est encore loin de retrouver le succès qu'elle a connu il y a dix ans. Pour sauver la filière, les acteurs cherchent désespérément des solutions.

État des lieux

Emily Mayer, directrice des études de la société d'études de marchés Circana, a exposé une croissance du bio de 9 % durant les quatre premiers mois de 2026, notamment en distribution spécialisée. « En grandes surfaces, la situation est plus nuancée. La décroissance ralentit mais la bio ne redécote pas. » 2026 se présente comme un retour à la croissance avec un redressement qui atteint une valeur de 1 % (contre -5 % en 2024). L'intervenante nuance toutefois ses propos en parlant de « reprise en trompe-l'œil en raison de l'inflation », notamment boostée par le marché du chocolat et du café bio. En effet, les volumes de vente stagnent autour de -1 % depuis plusieurs mois, notamment en hyper et supermarchés. « Nous observons une dépriorisation de la bio dans les enseignes en marques propres et discount, notamment Lidl, avec un important recul de l'offre et des ventes. Le marché se resserre autour des spécialistes », a analysé Emily Mayer.

Les grands scénarios

Bertrand Oudin, directeur de la so-



Près de 500 rendez-vous BtoB ont été organisés lors de cette journée à Alixan. Sur le salon, douze entreprises ont présenté leurs produits.

ciété de conseil pour les sociétés agroalimentaires Ceresco, a dévoilé plusieurs scénarios. Le premier, « en quête de croissance puis de résilience, la bio non prioritaire, ressemble à ce qu'on observe actuellement » : une volonté d'avoir des prix les plus faibles possibles pour les consommateurs, peu de cohésion entre les États européens, un soutien à la bio réduit... Et une crise économique majeure dans les années 2030 avec de faibles disponibilités des facteurs de production (intrants, matières premières) qui implique que la société devienne « bio par accident ». Selon l'intervenant, au niveau de la production agricole, le foncier sera détenu par des sociétés de l'aval ou financières et ira vers l'agrandissement des ex-

ploitations. Le deuxième scénario est présenté comme « la troisième voie triomphante et bio marginalisée » avec le secteur privé et les entreprises agroalimentaires qui concurrencent la bio, une action publique qui s'appuie sur l'itinéraire du privé et un réseau de distribution spécialisé qui se réduit fortement. Le troisième scénario projette « la bio allégée compétitive et généralisée » avec un nouveau Green Deal, une sortie des pesticides et engrais de synthèse dès 2040, un soutien massif à la bio, un cahier des charges bio allégé pour permettre sa généralisation... Enfin, la quatrième projection s'oriente « vers une bio prédominante » avec la refonte des règles commerciales de l'Union européenne. Cela pas-

serait par un commerce privilégié avec les pays de mêmes standards de production et des préoccupations environnementales et sur la santé très fortes.

Afterres 2050

Solagro, société d'ingénierie et de conseils représentée par le chargé de projet Damien Raffin, a présenté son scénario Afterres 2050 sur l'amont. Objectif : prendre en compte les limites planétaires et les planchers sociaux et proposer un scénario qui réponde aux objectifs du Green Deal européen avec notamment une baisse de 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050. Il a exposé la situation actuelle de manière factuelle : « 55 millions d'hectares de terres en

France sont utilisés, 70 % de la surface agricole utile (SAU) est consacrée à l'alimentation des animaux. Nous avons de fortes dépendances aux intrants et 10 % des surfaces sont en bio. » Les leviers d'adaptation présentés considèrent l'efficacité (réduire les ressources rares et coûteuses, optimiser le procédé agricole actuel), la substitution (introduire de nouvelles cultures), la reconception (repenser le système, recomposer l'assolement et la rotation). Il a particulièrement appuyé sur l'impact des régimes alimentaires. « Aujourd'hui, nous sommes à 54 g de protéines animales, il faudrait descendre à 28 g en moyenne pour parvenir à réduire suffisamment notre empreinte carbone. » Pour cela, le scénario prône l'augmentation de la production de légumineuses pour compenser la baisse de protéines animales et relocaliser la production. « Un des leviers importants pour la résilience, c'est la santé des sols, c'est aller vers une agriculture bio de conservation, de massifier ces pratiques comme le montre le Centre de partage de ressources sur l'agroécologie », précise le chargé de projet. En chiffres, cela donnerait : -50 % bovins, -30 % du cheptel granivore, -90 % d'usage de pesticides, -75 % d'importations de soja et ainsi une réduction de 53 % des GMS et de 75 % de l'azote minéral. Enfin, cette projection encourage le développement d'unités de méthanisation de la taille des fermes. Un scénario qui n'a pas manqué de faire réagir la salle.

M.E.

CRIEL ALPES MASSIF CENTRAL

Éric Richard : « Remettre l'économie au cœur de l'interprofession »

Éric Richard, jusque-là président du collège producteur, assure désormais la présidence du CRIEL Alpes Massif Central par intérim, suite à la démission de Florent Kaplon. L'éleveur altiligérien estime que l'interprofession doit rester un lieu puissant de travail et de dialogue.

L'assemblée générale du Criel Alpes Massif central s'est tenue, vendredi 19 juin, en visio, alors que les travaux au sein de l'interprofession sont bloqués depuis plusieurs mois déjà. Quelles en sont les raisons ?

Éric Richard : L'an dernier, lors d'un conseil d'administration du Criel, l'ensemble des collègues avait validé le principe d'un travail autour de la matière utile du lait (matière grasse et matière protéique). Or, quelques semaines plus tard, le collège des industriels (Fnil) est revenu sur son accord. Nous, collègue

des producteurs, avons vécu cela comme une atteinte au travail collectif. De réunions en médiations, nous sommes restés dans l'impasse jusqu'à la démission du président du Criel, Florent Kaplon, en mai dernier. Depuis, lors d'un bureau extraordinaire réunissant les différents collèges et le président démissionnaire, j'ai été nommé président du Criel au bénéfice de l'âge.

Pourquoi avoir accepté cette mission ?

E.R. : J'ai accepté car d'une part il est indispensable de gérer les affaires courantes. D'autre part, je crois profondément en une

filrière laitière qui crée de la valeur et qui la partage entre tous ses maillons. Dans cet esprit, le collège des producteurs va présenter prochainement une feuille de route avec l'ambition de remettre l'économie au cœur de l'interprofession. Si au sein de certains collèges, certaines entreprises ne veulent pas travailler en interprofession, il faudra les isoler. Jusqu'à il y a peu, nous exportions 40 % de notre lait, notamment à travers les fromages, sauf qu'aujourd'hui on importe presque autant en valeur. Il y a actuellement un vrai enjeu autour de la protéine sérique. Nos amis allemands disposent

des outils techniques pour la valoriser, pas nous. L'Allemagne produit cinq fois plus de protéines de petit-lait concentrées à 80 %, un segment dont la valeur a explosé depuis 2021. Allons nous continuer de regarder le train passer sans monter dedans collectivement. Pour nous, l'enjeu est de sortir l'interprofession du statu quo en travaillant avec ceux qui veulent réellement travailler au service de la filière laitière.

Propos recueillis par Sophie Chatenet

1. Florent Kaplon reste néanmoins président de son collège, représentant les entreprises de transformations privées (FNIL).



Éric Richard est producteur de lait à Javauges en Haute-Loire.